

Sobriété et décroissance, sauf pour soi-même

CHRONIQUE. L'administration publique est le lobby le plus influent de Suisse. Avec des salaires qui augmentent, ce cocktail rend artificiellement séduisant un secteur qui vit pourtant des excédents du privé. Par Nicolas Jutzet et publié par Le Temps du 20 mai 2024.

Vous connaissez peut-être la formule de Georges Clemenceau, qui disait que «la France est un pays extrêmement fertile : on y plante des fonctionnaires et il y pousse des impôts». Vous êtes sans doute moins nombreux à le savoir, mais, malgré sa géographie a priori hostile, la Suisse est également devenue un territoire exceptionnellement fertile quand il s'agit de voir fleurir des emplois publics.

Lors de la publication de l'indice suisse des salaires fin avril, un détail a retenu mon attention. Alors que les salaires réels ont, en moyenne suisse, baissé de 0,4% en 2023 par rapport à 2022, certaines branches ne vivent pas la crise. Le secteur qui s'en tire le mieux? L'administration publique, et sa progression des salaires réels de 1,5%. Cette évolution paradoxale n'est en réalité pas nouvelle. Elle s'inscrit dans une dynamique de fond, qui voit l'administration prendre davantage de place dans vos vies. En 2020, les économistes Christoph Schaltegger et Patrick Eugster démontraient déjà que si la Suisse comptait environ 58 000 employés de l'administration publique en 1995, ce nombre était passé, en 2018, à plus de 88 000 personnes (équivalents plein-temps). Soit une hausse de plus de 50%.

Etant donné que le PIB et la population ont également augmenté dans la même période, certains pourraient répondre, à raison, que ce chiffre ne démontre rien de façon isolée. C'est pourquoi il faut observer en parallèle, sur la même période, l'augmentation des emplois dans le secteur privé. Il s'avère qu'elle est plus modeste, de 17%. On observe donc une augmentation du poids de l'administration dans l'ensemble de l'économie. Ce pouvoir grandissant s'observe également dans les différents projets de loi. Alors qu'en théorie le Conseil fédéral et le parlement sont aux manettes, en réalité c'est bien souvent l'administration. La vert'libérale Kathrin Bertschy en fait même «le lobby le plus puissant de Suisse».

Double peine pour les entreprises

S'ajoute à cette évolution le fait que l'adage qui voulait que la contrepartie de la plus grande sécurité de l'emploi dans l'administration publique fût un salaire légèrement moins généreux que dans le privé, est désormais souvent contredit par les chiffres. Schaltegger et Eugster arrivent à la conclusion que le salaire moyen des employés de l'administration fédérale, avec une rémunération mensuelle supérieure à 10 000 francs, dépasse même ceux des employés du secteur financier. La même divergence entre le privé et le public s'observe sur ce point: alors que les salaires dans le secteur privé ont augmenté de 8% entre 2008 et 2018 dans l'administration fédérale, c'est 13% de plus. Un fossé se creuse gentiment mais sûrement entre le public et le privé.

Salaires élevés et grande sécurité de l'emploi: ce cocktail rend artificiellement séduisant un secteur qui vit des excédents du secteur privé. Peu surprenant, le classement des employeurs les plus attractifs, publié par Universum, montre que dans plusieurs branches l'Etat occupe les

LE TEMPS

premières places. Chez les juristes, travailler pour l'administration fédérale est même l'option privilégiée. Attractivité qui étonne jusqu'aux auteurs du classement, qui relèvent qu'ailleurs dans le monde, il est rare de retrouver la collectivité aux avant-postes. Cette réalité aggrave la pénurie de personnel dans le secteur privé, qui fait face à une paradoxale concurrence déloyale, qui l'oblige à financer sa propre dégradation d'attractivité.

Au rythme actuel, cette tension finira en confrontation, vu qu'elle oppose deux logiques contradictoires. Car, en soi, il se pourrait que l'augmentation du poids de l'administration dans la vie d'un pays soit justifiée et ait des conséquences positives, qui permettraient de passer outre aux critiques. Malheureusement, les faits semblent indiquer le contraire. L'augmentation du poids de l'administration publique est, entre autres, identifiée comme un frein à la croissance économique, qui est pourtant la source de son financement. L'explosion de normes, de directives et d'activités étatiques que l'on observe en Suisse n'en est que la conséquence logique. Souvent théorisées, la décroissance et la sobriété méritent désormais d'être appliquées aux activités de l'Etat.